

## Questions orales

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le président, nous avons dit que nous étions favorables à une politique de comparabilité avec le secteur privé. Cependant, il faut tenir compte du fait qu'il faut comparer des pommes avec des pommes, et non pas avec des oranges. Par exemple, quant aux plombiers qui sont au service du gouvernement nous les comparons avec les plombiers qui travaillent pour l'industrie, et non pas avec les plombiers qui travaillent dans la construction, qui ont un emploi temporaire, et qui n'ont pas la sécurité et ne jouissent pas des programmes de pension que le gouvernement canadien offre.

[Traduction]

**M. Broadbent:** Le ministre dit-il à la Chambre que les propositions salariales présentées au nom du gouvernement à toutes les catégories des métiers de la construction répondent au critère traditionnel de comparabilité? Dit-il que les offres gouvernementales satisfont aux normes traditionnelles?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, depuis plusieurs années il y a eu des arbitrages et des règlements. Ce n'est pas nouveau. Ce que nous offrons aujourd'hui aux cols bleus du gouvernement c'est sensiblement la même base de comparaison que nous leur avons offerte dans d'autres circonstances, au cours des années passées.

[Traduction]

LA GRÈVE DES MANŒUVRES ET HOMMES DE MÉTIER—LES DIFFICULTÉS EN CAS DE REFUS D'ADOPTER LA PÉRÉQUATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Le ministre est-il au courant d'un rapport rédigé par le Bureau de recherches sur les traitements de la Commission des relations de travail dans la fonction publique qui a tiré une conclusion opposée à la sienne et qui signale au gouvernement que, s'il continue à élargir l'écart entre les salaires qu'il verse à ses employés et ceux qui sont versés dans le secteur privé, abstraction faite de la question de justice, le gouvernement fédéral pourrait bien faire face à un grave problème de recrutement?

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Je me suis entretenu avec de nombreux députés qui aimeraient que leurs commettants travaillent dans la fonction publique. Je ne crains pas que nous ne manquions de main-d'œuvre au cours des quelques prochaines années, car nous traitons nos employés fort bien.

\* \* \*

[Français]

## LES AÉROPORTS

LES PROBLÈMES RELATIFS AUX AÉROPORTS DE ROUYN ET DE VAL-D'OR

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Mais je voudrais, à l'instar du chef de l'opposition, souhaiter un bon voyage en Europe au très honorable premier ministre. Je souhaite que ce voyage soit fructueux pour le Canada sur la scène internationale, et surtout pour l'économie canadienne. Je pense me faire l'interprète de tous

[M. Broadbent.]

les députés en disant que nous n'avons pas honte de notre premier ministre lorsqu'il va à l'étranger.

Je désire poser une question au ministre des Transports. Nous avons tous appris qu'il a résigné ses fonctions de chef de l'aile québécoise des députés libéraux. Il a fait assez souvent un bon travail parmi les écoliers, et j'espère que son remplaçant, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, sera en mesure de leur inculquer un peu plus de sérieux.

Est-ce que la résignation du ministre lui permettra de consacrer un peu plus de temps au règlement des problèmes sérieux des aéroports du Rouyn et de Val-d'Or?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, depuis que j'ai appris que le député de Brome-Missisquoi se présentait à la «chefferie» de son parti, et qu'il avait une bonne chance d'être élu, j'ai cru que ce n'était pas nécessaire d'avoir une organisation aussi forte que celle que nous avons dans le passé dans la province de Québec.

\* \* \*

● (1440)

[Traduction]

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA POSSIBILITÉ DE RÉCESSION—LES MESURES PRÉCONISÉES PAR LES CONSEILLERS DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Vas-y George.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hees:** Monsieur l'Orateur, les indigènes s'énervent encore. Le lion rôde autour du village. Les chiffres publiés hier par Statistique Canada montrent que le produit national brut est en baisse depuis trois trimestres, ce qui prouve que le pays connaît une récession. Ce groupe d'économistes de l'extérieur dont le premier ministre s'est entouré et qui travaille avec lui depuis quelques mois a-t-il fait des suggestions concrètes en vue de restaurer notre taux de croissance économique et, dans l'affirmative, le premier ministre pourrait-il nous les exposer brièvement?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Hees:** J'en conclus donc, monsieur l'Orateur, que ces économistes que nous payons très cher depuis des mois ne s'intéressent absolument pas au problème numéro un de notre pays. Le ministre peut-il nous dire s'il est vrai que la seule tâche qu'il leur aurait confiée soit de juger les politiques proposées par le ministre des Finances et son ministère?

**M. Trudeau:** Non, Monsieur l'Orateur, même si l'opposition aurait besoin d'un petit coup de main.

**Des voix:** Oh, oh!